

# Le pays à l'appreuve de l'accès universel

Dossier de la rédaction de H2o  
February 2026

Le Sénégal et les Émirats arabes unis vont co-présider à Abu Dhabi, la Conférence des Nations unies sur l'eau de 2026. Pour le ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Dr Cheikh Tidiane Diop, qui a fait face à la presse, en marge de la Réunion préparatoire de haut niveau à cette conférence, avec son homologue Abdullah Balala, le ministre adjoint des Affaires étrangères chargé de l'énergie et de la Durabilité, chef de la délégation émiratie, cette rencontre souligne une fois l'importance stratégique de l'eau dans l'agenda mondial et le leadership du Sénégal dans la gouvernance de la ressource. Le ministre a souligné que le choix du Sénégal pour accueillir cette étape décisive constitue une reconnaissance du rôle moteur du pays, aussi bien au niveau sous régional, africain qu'international. Près de 3 000 participants, issus de presque tous les pays membres de l'ONU, ont pris part à ces deux journées de discussions consacrées à la place centrale de l'eau dans le développement durable. Au cœur des échanges figure l'Objectif de développement durable 6 (ODD-6), consacré à l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement. "Il est désormais admis que si nous réussissons à atteindre l'ODD-6, aucun autre objectif de développement durable ne pourra l'être atteint", a insisté le ministre. Sans eau, a-t-il rappelé, il n'y a ni santé, ni éducation, ni environnement viable, ni prospérité économique.

Pour faire face à ces enjeux, le Sénégal a consenti d'énormes efforts budgétaires. Pour la première fois de son histoire, le budget du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement dépasse les 1 700 milliards de francs CFA (soit 2,58 milliards d'euros), intégrant à la fois des ressources publiques records et de grands projets structurants réalisés dans le cadre de partenariats public-privé. Une dynamique qui permet d'attirer des investissements privés nationaux et étrangers dans un secteur longtemps sous-financé. Le ministre a détaillé une série de projets majeurs destinés à corriger les insécurités entre zones urbaines et rurales. Un vaste programme de forages, prévu entre 2026 et 2027, permettra la réalisation de plus de 100 nouveaux forages et châteaux d'eau dans toutes les régions du pays, à l'exception de Dakar. À cela s'ajoute une enveloppe d'urgence de 11 milliards de FCFA destinée à remettre en service des forages à l'arrêt, à les équipier et à renforcer leur alimentation solaire. Dans les zones urbaines, plusieurs projets de grande envergure sont également en cours, notamment le Grand Transfert d'eau à partir du lac de Guiers vers le triangle Dakar-Thiès-Mbour et Touba, l'usine de dessalement de la Grande Côte, ainsi que des transferts hydrauliques vers le bassin arachidier et le Sud du pays. Ces initiatives visent à sécuriser durablement l'approvisionnement en eau potable, mais aussi à soutenir l'agriculture et à répondre aux problèmes de salinisation et de qualité de l'eau. L'assainissement, reconnu comme le maillon faible du secteur, fait lui-même l'objet d'une attention accrue. La station d'épuration de la baie de Hann à Dakar est en phase d'acclimatation, tandis que de nouveaux projets, comme celui de Tivaouane-Peulh, intègrent désormais la réutilisation des eaux usées traitées à des fins agricoles et environnementales. Parallèlement, des programmes spécifiques visent à renforcer l'accès aux toilettes et aux équipements d'assainissement en milieu rural, considérés comme une question de dignité humaine.

Moussa Thiam, Sud Quotidien (Dakar) - AllAfrica